

Jeudi 13 juillet 2017

Déclaration du délégué du Bénin

M. Alastaire ALINSATO

La question de l'industrialisation se révèle comme une grande préoccupation des pays africains en général, notamment ceux de l'Afrique sub-saharienne et du Bénin en particulier. Nous avons des tissus industriels encore très embryonnaires, leur contribution au PIB ne dépasse pas une moyenne de 18%. Ce tableau est complété par des taux de chômage et de sous-emploi alarmant. Ce qui suppose l'existence d'un vivier de main d'œuvre. Les ODD ainsi que l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, appellent donc à juste titre à une industrialisation des économies africaine. Dans beaucoup de pays africains, de bonnes initiatives d'industrialisation sont prises soit à travers des zones franches industrielles ou des Zones économiques spéciales. Ces expériences peine à prendre, parce qu'on a du mal à identifier le marché auquel elles s'adressent. Pas que les initiateurs s'y sont lancés sans une étude de marché, non, parce que justement des initiatives similaires se prennent, sur presque les mêmes produits dans tous les pays limitrophes réduisant davantage l'envergure des potentiels marchés, rendant du coup l'opération non attractive ou bénéfique de l'autre côté, ces produits font face à des barrières souvent non tarifaires érigés aux frontières des pays développés. Un jour, un industriel béninois, m'a fait la réflexion suivante, « pourquoi,

nos amis des pays développés, dans nos pays consomment nos produits, les apprécient même, mais une fois ces produits exportés chez eux, ils estiment qu'ils n'obéissent pas aux standards et aux normes requis ? ». J'ai trouvé une pirouette pour m'en sortir, mais au fond, a-t-il complètement tort de faire cette réflexion ? Aucune industrialisation n'est possible sans accès au marché. Pour ce faire, deux pistes majeures se dégagent ; d'abord pour nous pays africains, faire jouer à nos communautés régionales leur rôle d'intégrateur et de cohérence des politiques industrielles. Ceci peut se faire par le développement de chaînes de valeur entre plusieurs pays, mettant fin ainsi, à la concurrence des industries qui réduit davantage les parts de marché. Pour les pays développés, le partenariat tant souhaité doit pouvoir trouver sa place dans le commerce international, refuser l'accès de nos produits à vos marchés, c'est nous refuser le droit à l'industrialisation. Nous appuyer, dans une logique de coopération, pour aligner nos produits sur vos standards est une bonne façon d'encourager l'industrialisation en Afrique. La bonne foi, des pays développés de voir cet ODD réalisés en Afrique, doit pouvoir se mesurer à l'aune des transferts technologiques qu'ils encouragent vers l'Afrique. Je vous remercie.